



CHAPITRE 71

Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

Préambule.

ATTENDU que la Communauté urbaine de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt que sa charte soit modifiée;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 83, a. 24, remp.

1. L'article 24 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83) est remplacé par le suivant:

Pouvoirs du comité.

« **24.** Le comité exécutif peut exercer les pouvoirs suivants sur rapport du gérant et du directeur du service intéressé:

a) accepter pour les fins de la Communauté toute cession de biens meubles ou immeubles à titre gratuit;

b) approuver les procès-verbaux de bornage des propriétés de la Communauté et de celles des tiers;

c) demander toute correction aux plan et livre de renvoi officiels;

d) approuver tout plan de modifications au cadastre qui requiert l'approbation de la Communauté;

e) approuver tout acte de correction de la description d'un immeuble vendu par la Communauté;

f) annuler tout solde de crédits mis à sa disposition à même le budget de la Com-

CHAPTER 71

An Act to amend the Québec Urban Community Act

[Assented to 30th June 1972]

WHEREAS the Québec Urban Community has by its petition represented that it is in its interest that its charter be amended;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 24 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83) is replaced by the following:

“**24.** The executive committee may exercise the following powers upon a report of the manager and of the director of the department concerned:

(a) accept for the purposes of the Community any gratuitous conveyance of moveable or immoveable property;

(b) approve the boundaries of the minutes of the properties of the Community and of those of third parties;

(c) request the making of any correction on the official plan and book of reference;

(d) approve any plan of amendments to the cadastre that requires the approval of the Community;

(e) approve any deed of correction of the description of an immoveable sold by the Community;

(f) cancel any balance of appropriations placed at its disposal out of the budget of

Preamble.

1969, c. 83, s. 24, replaced.

Powers of committee.

munauté quand les fins pour lesquelles ces crédits ont été votés sont réalisées;

g) adopter des résolutions concernant toute matière litigieuse et donner aux avocats de la Communauté les instructions appropriées concernant ces matières;

h) louer aux intéressés, pourvu que la durée du bail ou du contrat n'excède pas un an, tout bien meuble ou immeuble que la Communauté a le droit de louer, sauf dans les cas particuliers où l'exercice du pouvoir est expressément réservé au conseil de la Communauté;

i) vendre, sur rapport du commissaire à l'évaluation de la Communauté quant à leur valeur, tout bien meuble ou immeuble appartenant à la Communauté et dont la valeur n'excède pas \$10,000;

j) veiller à la préparation des plans et devis et aux demandes de soumissions.»

the Community when the objects for which such appropriations have been voted are realized;

(g) adopt resolutions respecting any litigious matter and give to the advocates of the Community the appropriate instructions respecting such matters;

(h) lease to interested parties, provided the duration of the lease or contract does not exceed one year, any moveable or immoveable property the Community is entitled to lease, except in the particular cases where the exercise of the power is expressly reserved to the Council of the Community;

(i) sell, upon report of the valuation commissioner of the Community with respect to its value, any moveable or immoveable property belonging to the Community the value of which does not exceed \$10,000;

(j) see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders."

1969, c.
83, a. 32,
mod.

2. L'article 32 de ladite loi, remplacé par l'article 6 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Suspension de fonctionnaires, etc.

« Nonobstant les articles 85, 86 et 87, il a droit en tout temps de suspendre pour cause un fonctionnaire ou employé de la Communauté mais il doit faire rapport au comité exécutif à la séance qui suit cette suspension et exposer ses motifs par écrit; dès lors, les articles 85, 86 et 87 s'appliquent. En tout état de cause, un employé ainsi suspendu cesse de recevoir tout traitement et toute allocation; à moins que le comité exécutif ou le Conseil n'en décide autrement, cette suspension n'est valide que jusqu'à la première séance du comité exécutif ou du Conseil qui suit une telle suspension. »

2. Section 32 of the said act, replaced by section 6 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by adding the following paragraph:

1969, c.
83, s. 32,
am.

"Notwithstanding sections 85, 86 and 87, he is entitled at any time to suspend for cause an officer or employee of the Community but he shall report to the executive committee at the meeting following such suspension and state his reasons in writing; thereupon, sections 85, 86 and 87 apply. In any case, an employee so suspended shall cease to receive any salary or allowance; unless the executive committee or the Council decides otherwise, such suspension shall be valid only until the first meeting of the executive committee or of the Council following such suspension."

Right to suspend officer, etc.

1969, c.
83, a. 52,
mod.

3. L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Remboursement de rémunération.

« La Communauté peut se faire rembourser par la Commission de transport la rémunération de tout membre du Conseil qui représente une municipalité comprise seulement à l'annexe B. »

3. Section 52 of the said act, amended by section 11 of chapter 88 of the statutes of 1971, is again amended by adding the following paragraph:

1969, c.
83, s. 52,
am.

"The Community may obtain reimbursement to it by the Transit Commission the remuneration of any member of the Council who represents a municipality included only in Schedule B."

Reimbursement of remuneration.

1969, c.
83, a. 54,
rempl.

4. L'article 54 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Procès-
verbaux.

« **54.** Les procès-verbaux des votes et délibérations du Conseil sont tenus et inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Communauté; à moins qu'il n'ait été remis à chacun des membres une copie des procès-verbaux au plus tard lors de la convocation, ceux-ci doivent être lus à l'assemblée suivante; à l'assemblée à laquelle ils sont lus ou remis, les procès-verbaux sont approuvés et ils sont signés par le président du Conseil et par le secrétaire de la Communauté; ils sont accessibles à tous les intéressés qui désirent les examiner. »

4. Section 54 of the said act is replaced by the following:

1969, c.
83, s. 54,
replaced.

« **54.** The minutes of the votes and proceedings of the Council shall be kept and entered in a book kept for such purpose by the secretary of the Community; unless a copy of the minutes is remitted to each of the members not later than on convocation, they must be read at the following meeting; at the meeting at which they are read or remitted, the minutes shall be approved and they shall be signed by the chairman of the Council and by the secretary of the Community; they shall be open to the inspection of all interested persons who wish to examine them. »

Minutes.

1969, c.
83, a. 62,
rempl.

5. L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Publi-
cation.

« **62.** Les règlements sont publiés, après leur passation ou leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations, sous la signature du secrétaire, par affichage au bureau de la Communauté et par insertion dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans le territoire de la Communauté d'un avis dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date de son adoption et de l'endroit où il peut en être pris communication. La publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais.

Mention
des
approba-
tions.

Si le règlement est revêtu d'une ou plusieurs approbations, l'avis doit mentionner la date de chacune de ces approbations. »

5. Section 62 of the said act is replaced by the following:

1969, c.
83, s. 62,
replaced.

« **62.** Every by-law shall be published, after the passing thereof or its final approval in the case where it has been submitted to one or several approvals, under the signature of the secretary, by being posted up at the office of the Community and by insertion in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the territory of the Community, of a notice mentioning the object of the by-law, the date on which it was passed, and the place where communication thereof may be had. The French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays.

Publica-
tion.

If the by-law has received one or several approvals, the notice shall mention the date of each of these approvals. »

Mention
in notice.

1969, c.
83, a. 73,
mod.

6. L'article 73 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant :

Jugement
de
cassation.

« **73.** 1. Le tribunal peut casser ce règlement, en tout ou en partie, et ordonner la signification du jugement au secrétaire de la Communauté, et sa publication en tout ou en partie dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans le territoire de la Communauté. La publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais. »

6. Section 73 of the said act is amended by replacing paragraph 1 by the following:

1969, c.
83, s. 73,
am.

« **73.** (1) The court may quash such by-law in whole or in part, order the service of the judgment upon the secretary of the Community, and order the same to be published in whole or in part in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the territory of the Community. The French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays. »

Judg-
ment
ordering
quashing.

1969, c.
83, a. 89,
mod.

7. L'article 89 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Dispense
de lire
le procès-
verbal.

« Le comité exécutif peut en tout temps dispenser le secrétaire de donner lecture du procès-verbal pourvu que chaque membre en ait reçu copie avant l'assemblée à laquelle il doit être approuvé. »

1969, c.
83, a. 89,
mod.

8. L'article 92 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *g* par le suivant:

« *g*) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de secours ou de retraites ou de régimes de rentes en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, sous réserve, quant aux caisses de retraite et aux régimes de rentes des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes et, quant aux caisses de secours, avec l'approbation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives sur recommandation du surintendant des assurances; le renouvellement de polices d'assurances et de contrats relatifs à l'exercice de ce pouvoir n'est pas assujéti aux dispositions des articles 29 et 104, ces contrats et polices étant valablement consentis et pouvant être renouvelés par le comité exécutif sans soumission; ».

Id., a.
104, mod.

9. L'article 104 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Soumis-
sions
publiques
et délai.

« **104.** À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, tout contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels est adjugé par le comité exécutif après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans le territoire de la Communauté. La publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais; le délai pour la réception des soumissions, lorsqu'il doit être ainsi procédé, ne doit pas être infé-

7. Section 89 of the said act, amended by section 16 of chapter 88 of the statutes of 1971, is again amended by adding the following paragraph:

1969, c.
83, s. 89,
am.

"The executive committee may at any time dispense the secretary from reading the minutes provided each member has received a copy of them before the meeting at which they are to be approved."

Dispense
from
reading
of
minutes.

8. Section 92 of the said act is amended by replacing paragraph *g* by the following:

1969, c.
83, s. 92,
am.

"(g) establish and maintain or assist in the establishment or maintenance of relief or retirement funds or pension plans for its officers and employees, or for their relatives and dependent persons, and pay premiums for them, subject, in regard to retirement funds and pension plans to the Supplemental Pension Plans Act and, in regard to relief funds, with the approval of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on the recommendation of the Superintendent of Insurance; the renewal of insurance policies and of contracts relating to the exercise of such power is not subject to sections 29 and 104, and such contracts and policies may be validly made and renewed by the executive committee without a call for tenders;"

9. Section 104 of the said act, replaced by section 18 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s.
104, am.

« **104.** Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, every contract for the performance of work, the supply of equipment or materials or the providing of services other than professional services shall be awarded by the executive committee after a call for public tenders by advertisement in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the territory of the Community. The French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays. The delay for the receipt of tenders when this procedure must be followed shall not be less than eight days. Tenders

Call for
tenders
and delay
to tender.

rieur à huit jours. Les soumissions ne sont demandées et les contrats qui peuvent en découler ne sont accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire. »

1969, c.
83, a. 143,
mod.

10. L'article 143 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1^o par le suivant:

« 1^o publier dans un journal français et dans un journal anglais circulant sur son territoire un avis indiquant de façon générale la nature de la mesure qu'elle se propose d'adopter et invitant les intéressés à se présenter devant elle, à une date qu'elle fixe au plus tôt quinze jours francs après la date de cette publication, pour lui faire les représentations que les intéressés jugent appropriées; la publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais; ».

Id., a.
149, mod.

11. L'article 149 de ladite loi, remplacé par l'article 24 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Vente,
etc.,
d'immeu-
bles.

« 3. La Communauté peut, aux conditions qu'elle détermine, vendre, échanger ou louer un immeuble qu'elle possède pour fins industrielles, pourvu que la valeur en argent de l'immeuble cédé en échange soit versée par elle dans son fonds industriel, que le prix de vente au comptant ou la valeur de l'immeuble échangé ne soient pas inférieurs au coût de cet immeuble, que le prix de vente à terme soit suffisant pour couvrir le prix d'achat et les intérêts et que le prix de location soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses annuelles relatives à cet immeuble soit pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, les assurances, l'entretien et les taxes foncières prévues à l'article 189.

Vente
d'immeu-
bles.

La Communauté peut également vendre au comptant pour fins commerciales, à un prix non inférieur au coût, un immeuble acquis selon les dispositions du paragraphe 2.

Autorisations
requises.

Les ventes ou locations visées par le présent article requièrent l'autorisation du ministre des affaires municipales et du

shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices."

10. Section 143 of the said act is amended by replacing paragraph 1 by the following:

"(1) publish in a French newspaper and in an English newspaper circulating in its territory a notice stating generally the nature of the measure which it proposes to adopt and inviting the persons concerned to present themselves before it on a date to be fixed by it which shall not be earlier than fifteen clear days after the date of such publication, to make to it such representations as the persons concerned deem proper; the French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays;".

11. Section 149 of the said act, replaced by section 24 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended:

(a) by replacing subsection 3 by the following:

"(3) The Community, on such conditions as it determines, may sell, exchange or lease an immovable owned by it for industrial purposes provided that it pays the cash value of the immovable given in exchange into its industrial fund, that the cash selling price or the value of the immovable exchanged is not less than the cost of such immovable, that the price of sale with a term is sufficient to cover the purchase price and interest and that the rent is sufficient to cover all the annual expenses respecting such immovable for amortization and interest on the purchase price, insurance and maintenance, and the real estate taxes provided for in section 189.

The Community may also sell for cash for commercial purposes, at a price not less than the cost, any immovable acquired under subsection 2.

The sales or rentals contemplated by this section shall be subject to the authorization of the Minister of Municipal

ministre de l'industrie et du commerce. »; Affairs and the Minister of Industry and Commerce.”;

b) en ajoutant, après le paragraphe 5, le paragraphe suivant:

Vente d'emplacements dans parc industriel.

« 5a. Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la Communauté est autorisée à vendre des emplacements dans son parc industriel de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, pour un prix forfaitaire, avec l'autorisation du ministre des affaires municipales et du ministre de l'industrie et du commerce, en prévoyant un ajustement éventuel avec tout acquéreur si le prix de revient, une fois établi, est inférieur ou supérieur à ce prix forfaitaire. La Communauté peut renoncer à tout privilège et hypothèque sur les emplacements ainsi vendus dans l'éventualité où le prix de revient de tels emplacements serait supérieur au prix forfaitaire, la créance de la Communauté se transformant alors en créance chirographaire. »

(b) by adding after subsection 5 the following subsection:

“5a. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the Community is authorized to sell sites in its industrial park at Saint-Augustin, in the county of Portneuf, for a fixed price, with the authorization of the Minister of Municipal Affairs and of the Minister of Industry and Commerce, providing for an eventual adjustment with any purchaser if the cost price, once established, is lower or higher than such fixed price. The Community may waive any privilege or hypothec on sites thus sold in the event that the cost price of such sites is higher than the fixed price, and the claim of the Community then becomes an unsecured claim.”

Sale of sites in industrial park.

1969, c. 83, a. 152, rempl.

12. L'article 152 de ladite loi est remplacé par le suivant:

12. Section 152 of the said act is replaced by the following:

1969, c. 83, s. 152, replaced.

Services.

« **152.** La Communauté est autorisée à organiser et à fournir tous les services qu'elle juge utiles à l'exploitation de ses immeubles industriels et à y effectuer tous les travaux qu'elle juge nécessaires à cette fin.

“**152.** The Community may organize and furnish all the services it deems expedient for the exploitation of its industrial immovables and it may carry out thereon all the work which it deems necessary for such purpose.

Services.

Jurisdiction dans parcs industriels.

Elle a juridiction pour exercer à l'intérieur de ses parcs industriels les prérogatives de la Loi de police afin d'y assurer l'ordre et la protection des personnes et des biens. Elle peut aussi, à l'exclusion des municipalités de son territoire dès qu'elle se prévaut de ce droit, exercer à l'intérieur de ses parcs industriels les pouvoirs de réglementation prévus à la Loi des cités et villes.

It has jurisdiction to exercise within its industrial parks the prerogatives of the Police Act in order to ensure order and the protection of persons and property. It may also, to the exclusion of the municipalities of its territory as soon as it avails itself of such right, exercise within its industrial parks the power to make by-laws provided for in the Cities and Towns Act.

Jurisdiction within industrial parks.

Respect des règlements existants.

Ces pouvoirs ne peuvent cependant être exercés que si la municipalité dans laquelle se trouvent ces parcs industriels n'a pas de réglementation ou se refuse à modifier ses règlements conformément à la demande de la Communauté.

Such power may however be exercised only where a municipality in which such an industrial park is situated has no by-law or refuses to amend its by-laws in accordance with the request of the Community.

Prior condition.

Ententes avec municipalités.

Après consultation auprès de la municipalité dans laquelle est situé le parc industriel, laquelle a priorité sur toute autre pour fournir les services aux parcs industriels de la Communauté, pourvu qu'elle satisfasse aux normes exigées par

After consultation with the municipality in which the industrial park is situated, which has priority over any other to furnish services to the industrial parks of the Community, provided it meets the standards required by the Community,

Agreements with municipalities.

cette dernière, elle peut conclure des ententes avec les municipalités de son territoire pour assurer par elles les services essentiels à l'intérieur de ses parcs industriels; elle peut alors les exécuter, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent; telle municipalité acquiert alors juridiction comme sur son propre territoire pour fournir ces services. Ces ententes sont sujettes à l'approbation de la Commission municipale du Québec.

it may enter into agreements with the municipalities of its territory to ensure through them the provision of essential services within its industrial parks; it may then execute them and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations arising therefrom; such municipality shall then acquire the same jurisdiction as it has in its own territory to furnish such services. Such agreements are subject to the approval of the Québec Municipal Commission.

Application.

Cet article s'applique nonobstant les dispositions des articles 164 à 169. »

This section shall apply notwithstanding sections 164 to 169."

Provision to apply.

1969, c. 83, a. 159, mod.

13. L'article 159 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

13. Section 159 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following :

1969, c. 83, s. 159, am.

Incidences inter-municipales.

« Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales et qu'il puisse être modifié, il est soumis au Conseil qui peut, par résolution, sous réserve de l'approbation de la Régie des eaux du Québec, ordonner les modifications qu'il juge utiles aux plans et devis des travaux projetés, autoriser la municipalité à exécuter ces travaux et répartir selon les dispositions de la présente loi l'excédent du coût des travaux par rapport à ce qu'aurait été ce coût sans modification aux plans et devis. Si une municipalité n'accepte pas cette répartition, elle est soumise à la Régie des eaux du Québec et décrétée par elle. »

"If the executive committee decides that the project has intermunicipal repercussions and may be amended, it shall be submitted to the Council which may, by resolution, subject to the approval of the Québec Water Board, order such alterations as it deems expedient in the plans and specifications of the proposed works, authorize the municipality to carry out such works and apportion in accordance with this act the excess of the cost of the works over what the cost of such works would have been without any alterations in the plans and specifications. If a municipality does not accept such apportionment, it shall be submitted to the Québec Water Board and enacted by it."

Project with inter-municipal repercussions.

1969, c. 83, a. 189, remp.

14. L'article 189 de ladite loi est remplacé par le suivant :

14. Section 189 of the said act is replaced by the following :

1969, c. 83, s. 189, replaced.

Pouvoirs exclusifs sur taxes.

« **189.** La Communauté exerce de plus, à l'exclusion des municipalités de son territoire, à l'égard des terrains qu'elle acquiert pour fins industrielles et autres immeubles dessus érigés, les pouvoirs prévus par la Loi des cités et villes quant à l'imposition et à la perception de taxes foncières générales et spéciales ainsi que de taxes d'affaires et de service pour assurer le paiement des emprunts et des dépenses effectuées pour organiser et fournir les services essentiels aux immeubles situés dans ses parcs industriels, ces taxes étant grevées des mêmes privilèges que les taxes municipales, le tout sans porter atteinte au droit de répartition prévu à l'article 188.

"**189.** The Community shall also exercise, to the exclusion of the municipalities in its territory, as regards land which it acquires for industrial purposes and other immovables erected thereon, the powers provided in the Cities and Towns Act with respect to the levying and collection of general and special real estate taxes and business and service taxes to ensure the payment of the loans and expenses made to organize and furnish essential services to the immovables situated in its industrial parks, such taxes being encumbered with the same privileges as municipal taxes, the whole without affecting the right of apportionment provided for in section 188.

Exclusive powers of Community.

Remise
à la
municipi-
palité.

La Communauté doit annuellement faire remise à la municipalité où sont situés ces immeubles industriels d'un montant égal au tiers de la taxe foncière générale qui serait perçue par cette municipalité suivant le taux en vigueur dans cette municipalité chaque année, le montant ainsi versé étant applicable à titre de compensation contre les créances de la municipalité à l'égard de la Communauté en raison d'ententes intervenues en vertu de l'article 152. »

The Community shall annually remit to the municipality where such industrial immoveables are situated an amount equal to one-third of the general real estate tax that would be collected by such municipality in accordance with the rate in force in such municipality each year, the amount so paid being applicable as compensation against the claims of the municipality in respect of the Community by reason of agreements entered into under section 152."

Remit-
tance to
municipi-
pality.

1969, c.
83, a. 227,
mod.

15. L'article 227 de ladite loi, remplacé par l'article 40 du chapitre 88 des lois de 1971, est modifié en insérant dans la première ligne, après le chiffre « 92, » le chiffre « 93, ».

15. Section 227 of the said act, replaced by section 40 of chapter 88 of the statutes of 1971, is amended by inserting after the number "92" in the first line the number "93".

1969, c.
83, s. 227,
am.

Id., a.
240, mod.

16. L'article 240 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

16. Section 240 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

Id., s.
240, am.

Délai
après
publica-
tion.

« La vente ne peut avoir lieu qu'au moins dix jours après la publication, dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans le territoire de la Communauté, d'un avis de vente mentionnant la nature des biens et indiquant le lieu, le jour et l'heure où la vente sera faite. La publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais. »

"The sale shall not take place less than ten days after the publication in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the territory of the Community of a notice mentioning the nature of the effects and indicating the place, date and time of the sale. The French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays."

Delay
after
publica-
tion.

1969, c.
83, a.
241a, aj.

17. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 241, l'article suivant :

17. The said act is amended by inserting after section 241 the following section :

1969, c.
83, s.
241a,
added.

Remor-
quage,
etc., de
véhicule.

« **241a.** La Commission peut remorquer et garer tout véhicule stationné illégalement qui nuit à la circulation, à l'arrêt ou au départ de ses véhicules dans toute municipalité comprise à l'annexe B ou C. Il lui est loisible de confier le remorquage et le garage à une entreprise de son choix. Dans l'un et l'autre cas, le propriétaire ou le conducteur du véhicule remorqué ne peut en recouvrer la possession que sur acquittement des frais de remorquage et de garage aux taux courants. »

"**241a.** The Commission may tow away and garage any illegally parked vehicle that obstructs the circulation, stopping or departure of its vehicles in any municipality included in Schedule B or C. It may entrust the towing and garaging to any undertaking it chooses. In either case, the owner or driver of the towed vehicle may recover possession of it only on payment of towing and garage costs at the current rates."

Towing,
etc., of
vehicle.

1969, c.
83, a. 247,
remp.

18. L'article 247 de ladite loi, remplacé par l'article 43 du chapitre 88 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant :

18. Section 247 of the said act, replaced by section 43 of chapter 88 of the statutes of 1971, is again replaced by the following :

1969, c.
83, s. 247,
replaced.

Déficit supporté par municipalités.

« 247. Si un exercice financier de la Commission de transport se solde par un déficit, même s'il résulte en tout ou en partie de l'intérêt ou de l'amortissement de ses emprunts, il est supporté par toutes les municipalités qu'elle a desservies au cours de cet exercice, qu'elles soient comprises ou non à l'annexe B.

Répartition.

Sous réserve du dernier alinéa, le déficit est réparti entre ces municipalités proportionnellement

- a) à leur population,
- b) à la valeur de leurs immeubles imposables,
- c) à la distance parcourue sur le territoire de chacune par les véhicules de la Commission de transport pendant l'exercice financier de celle-ci,
- d) à la durée de cette circulation ou
- e) à tous ces facteurs ou à quelques-uns d'entre eux.

Échantillonnage.

Les facteurs visés aux paragraphes c et d peuvent être établis par échantillonnage.

Critères de répartition.

Avec l'autorisation de la Commission municipale du Québec, la Commission de transport peut pondérer la répartition proportionnelle en tenant compte de la diversité et de la rentabilité des modes de transport et des parcours. »

1969, c. 83, a. 248, remp.

19. L'article 248 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Quote-part du déficit.

« 248. Au cours du mois de mars qui suit la clôture d'un exercice financier de la Commission de transport qui s'est soldé par un déficit, celle-ci établit par résolution la quote-part du déficit payable par chacune des municipalités visées au premier alinéa de l'article 247.

Taux d'intérêt.

Cette quote-part porte intérêt au taux et à compter de la date fixés dans la résolution.

Transmission de la résolution.

Cette résolution est transmise sans délai à chacune des municipalités et au comité exécutif, avec un avis d'au moins trente jours de la date de sa présentation à la Commission municipale du Québec pour approbation.

Soumission.

Le comité exécutif soumet cette résolution au Conseil.

Représentations.

La Communauté et chacune des municipalités peuvent faire toutes les représen-

“247. If a fiscal year of the Transit Commission ends with a deficit, even if it results in whole or in part from the interest on or the amortization of its loans, it shall be borne by all the municipalities it has served during that fiscal term, whether or not they are included in Schedule B.

Deficit borne by municipalities.

Subject to the final paragraph, the deficit shall be apportioned between such municipalities proportionately

Apportionment.

- (a) to their population,
- (b) to the value of their taxable immoveables,
- (c) to the distance travelled in the territory of each by the vehicles of the Transit Commission during its fiscal year,
- (d) to the duration of such circulation or
- (e) to all or a number of such factors.

The factors contemplated in subparagraphs c and d may be established by sampling.

Sampling.

With the authorization of the Québec Municipal Commission, the Transit Commission may weigh the proportional apportionment by taking into account the diversity and profitability of the modes of transport and the routes.”

Criteria for apportionment.

19. Section 248 of the said act is replaced by the following :

1969, c. 83, s. 248, replaced.

“248. During the month of March following the closing of a fiscal year of the Transit Commission that ended with a deficit, the Commission shall establish by resolution the aliquot share of the deficit payable by each of the municipalities contemplated in the first paragraph of section 247.

Resolution to establish share of deficit.

Such aliquot share shall bear interest at the rate and from the date fixed in the resolution.

Interest rate.

Such resolution shall be transmitted without delay to each of the municipalities and to the executive committee, with a notice of at least thirty days from the date of its presentation to the Québec Municipal Commission for approval.

Transmission and notice.

The executive committee shall submit such resolution to the Council.

Submission.

The Community and each of the municipalities may make all the representations

Representations.

tations qu'elles jugent opportunes à la Commission municipale du Québec lors de la présentation de la résolution.

Effet
après
approba-
tion.

La répartition du déficit ne prend effet que sur approbation de la résolution par la Commission municipale du Québec. »

they deem expedient to the Québec Municipal Commission on presentation of the resolution.

The apportionment of the deficit shall take effect only on approval of the resolution by the Québec Municipal Commission. » Approval required.

1969, c.
83, a. 249,
mod.

20. L'article 249 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 65 des lois de 1970, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, l'alinéa suivant:

20. Section 249 of the said act, 1969, c. 83, s. 249, amended by section 6 of chapter 65 of the statutes of 1970, is again amended by inserting after the first paragraph the following paragraph:

Approba-
tion non
requis.

« Cependant, l'approbation du Conseil n'est pas nécessaire si le terme de l'emprunt ne dépasse pas un an. »

“However, the approval of the Council shall not be necessary if the term of the loan does not exceed one year.” Short-term loans.

1969, c.
83, a. 295,
mod.

21. L'article 295 de ladite loi est modifié en remplaçant les neuf premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:

21. Section 295 of the said act is 1969, c. 83, s. 295, amended by replacing the first ten lines of the first paragraph by the following:

Plan
d'intégra-
tion des
services.

« **295.** Dans l'année qui suit la date à laquelle un groupe d'employés d'une ou plusieurs municipalités sont effectivement transférés à la Communauté, le comité exécutif doit, après consultation avec les associations qui représentent les fonctionnaires et employés pour fins de conclusions de conventions collectives, soumettre au Conseil un plan d'intégration totale ou partielle des services relatifs à l'exercice des compétences visées à l'article 105, comportant, entr'autre: ».

“**295.** In the year following the date on which a group of employees of one or several municipalities are actually transferred to the Community, the executive committee, after consultation with the associations representing the officers and employees for the purposes of making collective agreements, shall submit to the Council a plan for the total or partial integration of the departments relating to the exercise of the jurisdiction mentioned in section 105, comprising among other things:” Plan for integration of departments.

1969, c.
83, a. 298,
remp.

22. L'article 298 de ladite loi est remplacé par le suivant:

22. Section 298 of the said act is re- 1969, c. 83, s. 298, placed by the following: replaced.

Publica-
tion d'avis
d'audi-
ence
publique.

« **298.** La Commission municipale du Québec publie dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans le territoire de la Communauté un avis d'au moins quinze jours francs de la date, de l'heure et de l'endroit où elle tiendra une audience publique sur le règlement adopté par la Communauté et invitant les municipalités et tout intéressé à se présenter devant elle pour lui faire les représentations appropriées. La publication française est celle qui a priorité et sert de base à la computation des délais. »

“**298.** The Québec Municipal Commission shall publish in a French newspaper and an English newspaper circulating in the territory of the Community a notice of at least fifteen clear days of the date and time when and place where it will hold a public hearing on the by-law made by the Community, inviting the municipalities and any interested person to appear before the Commission to make any appropriate representations to it. The French publication shall have priority and serve as the basis for computing delays.” Publication of notice of public hearing.

1969, c.
83, a. 319,
remp.

23. L'article 319 de ladite loi est remplacé par le suivant:

23. Section 319 of the said act is re- 1969, c. 83, s. 319, placed by the following: replaced.

Réparti-
tion des
dépenses.

« **319.** Sous réserve de l'article 318, les dépenses de la Communauté sont réparties entre les municipalités en proportion de l'évaluation uniformisée apparaissant à l'état des évaluations totales; cette répartition porte intérêt au taux et à compter de la date fixés par le Conseil lors de l'adoption du budget.

Disposi-
tion
applica-
ble.

L'article 306 s'applique au paiement de ces dépenses. »

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“**319.** Subject to section 318, the ex-^{Appor-}penses of the Community shall be ap-^{tionment}portioned among the municipalities in^{of} proportion to the uniform valuation shown on the statement of total valuations; such apportionment shall bear interest at the rate and from the date fixed by the Council on the adoption of the budget.

Section 306 applies to payment of such^{Provisions} expenses.”^{to apply.}

24. This act shall come into force on^{Coming} the day of its sanction.^{into force.}